



FINANCES PUBLIQUES

ACCÈS DE FIÈVRE JAUNE



27 novembre 2018

Depuis le 19 novembre, des rassemblements de gilets jaunes se forment, tôt le matin, devant l'entrée de **plus d'une centaine de centres des Finances publiques**, dans **une cinquantaine de départements**, en métropole et outre-mer.

En empêchant les agents «des impôts» d'aller travailler ou en interdisant aux usagers l'accès aux trésoreries, le mouvement s' imagine frapper l'État au portefeuille comme il le fait également en bloquant les péages et les radars.

F.O. a alerté dès la semaine dernière le Ministre et exigé que soient prises sans délai toutes les mesures de prévention pour assurer la sécurité des agents et des locaux.

Le ministre DARMANIN a officiellement «twitté» son soutien total aux agents des finances publiques dont le travail est «perturbé» par des gilets jaunes sur une trentaine de sites au moins. Il n'acceptera pas, dit-il, «que le service public rendu aux usagers sur l'ensemble des territoires soit empêché». Aujourd'hui, le Directeur général a également condamné toute entrave et toute dérive, assurant les collègues que leur protection et leur sécurité constituaient la priorité.

Bien évidemment, **F.O.-DGFIP** accueille avec satisfaction les communiqués du Ministre et du Directeur qui semblent, enfin, **s'inquiéter de la qualité et de la continuité du service public**. On peut cependant douter de la conviction des propos tenus. La DGFIP est en effet le 1^{er} contributeur à la «maîtrise» des effectifs de l'Etat avec **22 000 suppressions d'emplois en 10 ans**. La destruction du réseau a quant à elle pris un coup d'accélérateur sans

précéder puisque le **nombre d'implantations locales** de la DGFIP **diminue à un rythme** qui rattrape et **dépasse celui des suppressions d'emplois**.

Les agents des Finances publiques supportent, comme tout citoyen, la hausse du prix des carburants et l'augmentation des prélèvements fiscaux et sociaux.

Leur pouvoir d'achat diminue depuis de trop nombreuses années malgré divers artifices mis en place par les gouvernements successifs :

- ➔ GIPA pour tout juste compenser la perte financière de collègues dont la rémunération a évolué moins vite que l'inflation ;
- ➔ PPCR pour s'affranchir de toute augmentation de la valeur du point d'indice et allonger au contraire la durée des carrières ;

En 22 ans (de janvier 1994 à juillet 2016), la valeur du point d'indice a progressé de 19,4 % alors que l'inflation sur la même période progressait de 39,2 %, soit une différence de 20 points. Pour un agent débutant, à grille indiciaire identique, cela représente, à minima une perte de rémunération de 20 % sur la période. Et depuis 2010, la valeur du point d'indice, n'a été revalorisée que 2 fois en 2016 et 2017, de 0,6%.

Décidément non, Monsieur le Ministre, le compte n'y est pas et **les agents des finances, pris pour cibles symboliques** de la hausse des taxes et de la perte de pouvoir d'achat des français, n'ont pas à assumer à la place du gouvernement une politique inacceptable et injuste qu'ils subissent eux aussi.

Ils ont besoin de davantage qu'un soutien du bout des lèvres.